

DÉCÈS D'HOCINE AÏT AHMED

Un politique d'une rare cohérence

Vient de s'éteindre un homme pour qui la politique n'a jamais été recherche de pouvoir, d'honneur ou d'argent mais quête de démocratie. Rares sont les politiciens ayant démontré tout au long de leur vie une telle cohérence.

Le 23 décembre, au moment où la presse internationale se concentrait sur les récents attentats terroristes, s'éteignait à Lausanne, à l'âge de 89 ans, Hocine Aït Ahmed. Il était le dernier membre encore en vie des neuf « fils de la Toussaint », ayant déclenché la guerre de libération de l'Algérie. Né en Kabylie en 1926, d'une famille maraboutique noble, il s'engageait dès l'âge de seize ans dans la lutte pour l'indépendance de son pays, au sein du PPA, dont il devint rapidement l'un des plus jeunes dirigeants. C'était un visionnaire qui envisageait un avenir de liberté et de démocratie pour le peuple algérien. C'est pourquoi il a contesté, dès l'indépendance, l'instauration d'un parti unique et l'autoritarisme des militaires qui contrôlent l'Algérie, d'une façon ou d'une autre, jusqu'à aujourd'hui.

Refusant de camper dans une attitude de pure contestation, il a saisi toutes les occasions pour aider son peuple dans la voie d'une totale liberté et d'une authentique démocratie. Élu à l'Assemblée Nationale Constituante en 1962, il en démissionne lorsqu'elle est l'objet d'un « coup d'État constitutionnel ». Arrêté en octobre 1964 par la Sécurité militaire de Boumediène, qui est opposé à toute influence démocratique, il est condamné à mort, puis gracié.

APPEL À LA DÉMOCRATIE

À l'occasion du *Printemps berbère* (1980), il joue avec le FFS (qu'il a fondé) un rôle modérateur d'encadrement politique des militants, afin d'empêcher l'irruption de

la violence. Le 16 décembre 1985, il lance avec Ahmed Ben Bella, depuis Londres, un appel au peuple algérien pour l'instauration de la démocratie et le respect des droits de l'homme. Ces deux anciens du FLN font de la restitution au peuple algérien de son droit à l'autodétermination la pierre angulaire d'une « alternative démocratique ».

Avec le report du premier tour des élections législatives de 1991, Aït Ahmed met en garde contre le danger de voir les armes prendre le pas sur les urnes. Son parti organise, le 2 janvier 1992, la plus grande manifestation que la capitale ait connue depuis l'indépendance, avec pour credo « Ni État policier, ni République intégriste ». En juin de la même année, une semaine avant l'assassinat de Mohamed Boudiaf, il propose une conférence nationale destinée à promouvoir une sortie de crise sur le modèle sud-africain. Mais le climat de terreur et le verrouillage total de la vie publique s'aggravant, il préfère s'exiler pour continuer à mener son combat de l'extérieur. En 1993, contrairement à de nombreuses personnalités, y compris des personnalités religieuses de très haut niveau, il se refuse à voir dans l'arrêt du processus électoral et dans la prise du pouvoir par les militaires le salut de l'Algérie.

COMME LES MOINES DE TIBHIRINE

En cela, les moines de Tibhirine ont beaucoup en commun avec Aït Ahmed. Comme lui, ils se sont abstenus de prendre position en faveur du coup d'État et de ses commanditaires.

Malgré tous les appels à quitter l'Algérie, ils y sont restés. Par solidarité avec le petit peuple, pour affirmer, comme le disait Christian de Chergé, « *le droit à la différence* », à un moment où, de part et d'autre, on voulait obliger tout le monde à prendre parti. Soit pour le pouvoir militaire, soit pour des groupes armés d'origine ambiguë. Cela a valu un nouvel exil à Aït Ahmed; aux moines, cela a coûté la vie. Il n'est guère possible de trouver, à notre époque, un homme politique d'une si grande intégrité et surtout d'une telle cohérence avec ses principes, tout au long d'une longue vie entièrement consacrée à la libération de son peuple. Dans le témoignage à la mémoire d'Aït Ahmed qu'elle signait dans *Libération* du 29 décembre, la journaliste José Garçon citait avec justesse la phrase de l'écrivain Kamel Daoud : « *Un long rêve de liberté et de démocratie n'est plus.* »



Armand VEILLEUX,
Père abbé de l'abbaye de Scourmont
(Chimay)